

## Burundi : Trois écolières en prison pour avoir gribouillé une photo du président

@rib News, 21/03/2019 Source AFP Trois écolières de la province de Kirundo, dans le nord-est du Burundi, arrêtées pour des gribouillages sur une photo du président Pierre Nkurunziza la semaine dernière, ont été emprisonnées mercredi en attendant leur procès, a-t-on appris auprès d'une ONG et de source judiciaire.

La Chambre de conseil, un collège de trois juges chargés de statuer sur la détention, a décidé que les trois âgées de 15, 16 et 17 ans et qui sont poursuivies pour outrage au chef de l'Etat, soient écrouées à la maison pour mineurs de Ngozi, dans le nord, a déclaré mercredi le FENADEB, une plate-forme qui regroupe 48 associations de la société civile burundaise, l'AFP. Les trois écolières risquent jusqu'à cinq ans de prison et 250 euros d'amende pour outrage au chef de l'Etat, selon le code pénal burundais. La décision des juges a été confirmée l'après-midi par la chambre judiciaire qui a précisé que les écolières ont été écrouées mercredi après-midi. Le dossier jugé très sensible a été traité directement par le procureur général de la République qui se trouve à Bujumbura, selon la même source. Trois autres écolières qui avaient été arrêtées en même temps que leurs camarades ont été blanchies et libérées par la même chambre d'ici vendredi, a-t-on précisé de même source. Les six filles, accusées d'être responsables des gribouillages trouvés sur une photo du président burundais dans cinq livres de sciences humaines appartenant à leur école, l'école fondamentale d'Akamuri de Kirundo, ont été arrêtées sur ordre du procureur de Kirundo le 12 mars. Elles avaient fait trois ans qu'aucun responsable n'avait contrôlé ces livres, ce qui n'a pas empêché le directeur d'imprimer celles qui ont eu ces livres entre leurs mains au cours des dernières semaines. Il avait souligné que les livres passent de main en main et de classe en classe parce qu'il n'y en a pas assez pour tous les écoliers. Plusieurs écoliers avaient été condamnés à 20 ans de prison pour outrage au chef de l'Etat et atteinte à la réputation internationale de l'Etat, et des centaines d'autres de leurs établissements dans des cas similaires. Ils avaient finalement été blanchis et réintégrés dans les écoles faute de preuves. L'ONG internationale Human Rights Watch (HRW), Lewis Mudge, a déclaré que les autorités devraient faire en sorte que les auteurs de violations graves des droits humains rendent des comptes plutôt que d'emprisonner des écolières pour des gribouillages, a déclaré le directeur pour l'Afrique centrale de Human Rights Watch (HRW), Lewis Mudge.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});